

Renault et le VII^e Congrès

J.-L. Rochard — C. Boulet (groupe Renault-Cléon)

I. — La nature du conflit

« Quand Renault éternue, la France s'enrhume. » Ce proverbe recouvre une réalité : la Régie Renault est un point névralgique de la lutte des classes ; elle est un peu pour le mouvement ouvrier comme le cerveau pour le système nerveux. Une tradition ouvrière solidement ancrée, une influence profonde des organisations traditionnelles en font un test sérieux pour mesurer l'audience et l'efficacité du courant révolutionnaire dans les luttes de masse.

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée : elle espère en faire le banc d'essai de sa politique de concertation et d'intégration (actionnariat, mensualisation, politique contractuelle...). C'est dans ce contexte que s'est développée la lutte des OS : en exigeant la suppression de la cotation par poste, ils ont dès le départ lutté contre l'organisation capitaliste du travail et la hiérarchie qui lui est liée ; ils ont ainsi remis en cause le despotisme patronal et la logique du développement capitaliste (même si le caractère radical de cette « contestation » est inégalement ressenti par les travailleurs).

La nature de ces revendications a amené la direction de la Régie à refuser dans un premier temps toute conciliation : elle a joué le pourrissement au début, la division et la démobilisation par le lock-out ensuite ; mais comme devant la détermination des OS cela ne suffisait pas, elle a finalement fait intervenir une partie de la maîtrise dans le rôle de flics. Il serait grave de sous-estimer dans notre analyse l'impact de la tactique patronale : elle a eu sur le développement de la lutte une importance capitale.

Contre l'ennemi de classe, comment le combat s'est-il déroulé ?

II. — Les syndicats et la lutte.

A. Les syndicats et la nature des revendications.

La nature même du combat et des revendications mises en avant par les OS du Mans a provoqué une première distorsion par rapport aux stratégies officielles des centrales syndicales :

La lutte contre la hiérarchie (sous son double aspect, hiérarchie de fonction et hiérarchie des salaires) entre en contradiction avec les positions de la C.G.T. qui reposent :

— sur la nécessité de constituer une « large alliance antimonopoliste » dont les cadres sont une pièce essentielle : or, ceux-ci ne sont pas prêts, dans leur majorité, à accepter la remise en cause du partage des rôles, des statuts et des responsabilités ;

— sur un modèle de société fortement hiérarchisée coiffée d'une bureaucratie toute puissante.

La C.F.D.T., quant à elle, avance globalement des positions justes qui remettent en cause la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail. Mais ces mots d'ordre restent souvent sur le papier dès lors qu'elle privilégie l'unité avec la C.G.T. au lieu de s'appuyer sur la masse des travailleurs en lutte et auprès desquels de tels thèmes ont une résonance certaine.

B. Les syndicats et la démocratie ouvrière.

A Cléon, la lutte ne s'est pas organisée sur la base de la démocratie prolétarienne. Les assemblées quotidiennes ne furent en fait que des meetings d'information où les travailleurs ne pouvaient s'exprimer ni décider des objectifs et des formes à donner à leur lutte. Pas non plus de comité de grève élu et révocable par les travailleurs : seulement un comité inter-syndical qui ne s'est quasiment jamais réuni ! Sur ces points, force est de constater l'attitude suiviste de la C.F.D.T. par rapport à la C.G.T., qui contraste avec l'attitude offensive du même syndicat à Billancourt et au Mans.

Mais le problème de la démocratie ouvrière s'est posé avec plus d'acuité encore quand il s'est agi pour l'appareil de la C.G.T. d'interdire, selon les plus pures méthodes stalinienne, l'expression des révolutionnaires. Il s'est en cela trouvé parfois renforcé (comme à Cléon) par le silence ou la complicité de la C.F.D.T.

Ainsi, à Cléon, les cadres du P.C.F., pour la plupart « extérieurs » à l'entreprise, ont pris la responsabilité de briser l'unité des travailleurs, en chassant violemment les distributeurs de la « Ligue », au moment même où la lutte s'amorçait et la combativité se développait. La conséquence immédiate fut bien sûr la démobilisation des ouvriers qui, sans approuver les « gauchistes », ne comprenaient pas « qu'on commence la lutte contre le patron en se battant contre les jeunes ».

Cette pratique illustre, s'il en était besoin, la nature réelle de la « stratégie » du P.C.F. La D.P.N. unanime a raison lorsqu'elle attaque violemment « l'entreprise contre-révolutionnaire qui vise par la terreur, les attaques physiques et la calomnie, à faire plier les militants engagés dans les combats de pointe ».

On peut dès lors s'étonner de voir l'A.O.P. Rhône-Alpes déclarer que « le P.C.F. continue de se situer dans le camp anticapitaliste ». Cette position est reprise par une partie de la même D.P.N. (soutenant les textes 4 et 6) qui ne doit donc pas trouver gênant de parler de « contre-révolutionnaires - anticapitalistes ».

C. Les syndicats, l'extension du conflit et la solidarité.

Quand il s'agit d'analyser les problèmes posés par l'unification et l'extension du conflit, il faut tenir compte de certaines conséquences de la tactique patronale. Il faut en effet comprendre qu'il n'est

guère facile **sur le terrain** de mobiliser des travailleurs lock-outés, surtout lorsqu'ils habitent loin de l'usine (exemple : Flins). La tactique de la direction visant à couper les OS du Mans des autres usines et à démobiliser les travailleurs, a partiellement réussi : c'est le **premier élément** qui permet d'expliquer qu'en dehors du Mans, il n'y a pas eu de mobilisation réelle sur des objectifs, précis, mais le plus souvent grève de solidarité.

La tactique patronale s'est trouvée renforcée par la C.G.T. qui n'a rien fait pour avancer des mots d'ordre unificateurs et organiser la grève avec les autres catégories de travailleurs. Au contraire, elle a rapidement abandonné tout ce qui pouvait remettre en cause le pouvoir patronal pour ne plus considérer que les revendications spécifiques des OS du Mans et le lock-out patronal. De la même manière, les « difficultés » rencontrées par les collecteurs prouvent le peu d'empressement des syndicats à développer la solidarité aux grévistes de Renault.

D. Les syndicats et le compromis.

De toute évidence, la lutte s'est achevée sur un compromis qui est loin de constituer une victoire éclatante. Les OS n'ont pu porter le coup qu'ils voulaient porter à l'organisation capitaliste du travail. Cependant la reprise n'a pas été facile. Un premier compromis jugé « satisfaisant » par la C.G.T., a été rejeté par les OS du Mans. Ainsi « le passage d'une lutte anticapitaliste donc politique à un compromis syndicat-patronat pour clôturer le mouvement ne se fait plus sans heurts entre les directions syndicales et leur base ». (Texte d'orientation n° 1.) La semaine suivante a été marquée par un essoufflement. Cet essoufflement est lié au fait que « le début de prise de conscience ne trouve pas de débouché dans des organisations syndicales encore structurées sur des bases catégorielles ».

III. — Les révolutionnaires dans les entreprises.

De tout ce qui précède, il faut bien tirer les leçons. N'est-ce pas d'ailleurs la meilleure manière d'éclairer le débat de notre prochain congrès ?

A. Notre but : l'auto-organisation des travailleurs.

Le problème de l'attitude de militants révolutionnaires à l'égard des syndicats ne peut être envisagé indépendamment du but stratégique global qu'ils ont choisi. Sur ce point, la première phrase du « Texte majoritaire de l'A.O.P. région parisienne » sur la question syndicale (« T.S. » spécial Congrès, p. 11) est claire :

« La question syndicale se pose au regard d'une stratégie qui tend à promouvoir l'**auto-organisation de l'ensemble des travailleurs** pour qu'ils assurent leur rôle politique : celui d'une classe qui doit s'affirmer comme sujet indépendant du processus révolutionnaire et postuler au pouvoir ainsi qu'à la direction de la société. »

Cette perspective globale fondée sur le développement des luttes sur l'axe stratégique du contrôle ouvrier est totalement absente du texte « Transformation du mouvement ouvrier » faussement présenté comme texte de synthèse

des A.O.P., absente aussi des préoccupations du camarade Rocard et des autres signataires du texte 6.

Cette tendance retourne en fait aux conceptions périmées et illusives d'une « coordination des partis et des syndicats » pour élaborer une stratégie de prise de pouvoir.

— Elle renonce d'une part, à tout « dépassement » du cadre syndical pourtant indispensable comme l'estime Freddo Krumnow :

« Le processus même de mise en route du contrôle ouvrier, cette capacité des travailleurs d'être réunis en assemblées collectives pour discuter de leurs revendications, des objectifs à poursuivre et de l'action à mener, c'est un processus qui va plus loin que l'action syndicale classique. C'est un processus de prise de conscience politique. »

— Elle renonce d'autre part, dans les faits, à développer la lutte entre réformistes et révolutionnaires à l'intérieur des syndicats et laisse ainsi intacte l'hégémonie des courants réformistes.

B. Un danger : les illusions ultragauchistes.

Les camarades de la « Gauche révolutionnaire » qui défendent le texte n° 2 et le texte minoritaire de l'A.O.P. de Paris sur la « question syndicale » nous proposent eux de construire, en dehors des syndicats considérés par eux comme une institution bourgeoise, des comités de lutte regroupant les travailleurs combattifs.

Sur ce point, soyons clairs ! Cette « gauche ouvrière » qu'ils prétendent organiser de façon permanente comme alternative au syndicat représente dans notre usine une poignée de militants (tout au plus une vingtaine !). Est-ce avec ces militants, développant par ailleurs des lignes politiques souvent antagonistes, que nous impulserons les luttes comme les stratèges de la GR nous le proposent ?

Il est toujours facile d'écrire et de dessiner une lutte de classe idéale. Mais les propositions de la GR sont illusives et leurs conséquences pourraient être catastrophiques :

« Le retrait des militants révolutionnaires des organisations syndicales serait en fait une décision liquidatrice qui reviendrait à désertir un terrain fondamental de la lutte des classes dans la société actuelle. » (Texte A.O.P. majorité région parisienne sur la question syndicale.)

C. Notre rôle dans les syndicats.

La lutte que nous avons connue montre à l'évidence qu'il est du devoir des militants révolutionnaires, aussi syndicalistes, de remettre en cause, de critiquer devant les masses, la stratégie et la pratique de leurs organisations syndicales. Il ne faut pas croire que c'est là chose aisée dans une usine, surtout quand la lutte se développe.

Cette critique ne doit pas être abstraite et sectaire. Elle doit viser, à travers une **pratique syndicale**, à permettre à la masse des travailleurs de prendre conscience concrètement des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

Pour développer ce syndicalisme de lutte de classe, nous disposons des objectifs définis dans notre programme d'action qu'il est nécessaire de

défendre à l'intérieur et au dehors des syndicats :
— contre l'organisation capitaliste du travail (cotation par poste, cadences...);
— contre la hiérarchie, pour une augmentation uniforme des salaires ;
— pour la démocratie ouvrière.

D. Notre travail de militants d'avant-garde.

Le travail des révolutionnaires dans l'entreprise ne peut **en aucun cas** se limiter au témoignage ou à la présence dans les syndicats.

Dans la mesure où notre but est le dépassement du faux dilemme lutte économique - lutte politique, de l'opposition parti-syndicat pour parvenir à l'affirmation autonome de la classe ouvrière, il est indispensable de développer notre intervention **politique** sur une ligne de masse.

Cela implique que le prochain congrès fasse un pas décisif :

1° Dans la clarification de notre position à l'égard des stratégies syndicales.

2° Dans l'organisation solide d'un véritable « secteur ouvrier » : structuration par branches pour élaborer une ligne politique cohérente et permettre une intervention efficace ; tenue régulière des

Conférences nationales entreprises. Il faut donc que cesse l'improvisation et l'amateurisme qui ont jusqu'à présent marqué l'organisation de notre secteur.

3° Dans la modification des structures du parti pour qu'enfin les instances de délibération, de décision et d'action politique soient confondues.

Conclusion.

La lutte des travailleurs de Renault et les leçons que les militants révolutionnaires doivent en tirer indiquent la voie à suivre : il n'est pas question de faire la pause : les luttes ne nous attendront pas. Il faut donc sanctionner l'évolution positive de notre parti durant ces 2 dernières années et le modifier dans ses structures pour le rendre apte à répondre aux exigences de la situation.

C'est pourquoi nous nous reconnaissons et nous soutiendrons l'orientation indiquée par le texte d'orientation n° 1 « Nos tâches politiques actuelles » et celle des textes issus des A.O.P. qu'il a pour but de synthétiser.